

HOLD-UP ELECTORAL EN ALBANIE

*Par Claude Moniquet
Président de l'ESISC*

Les deux partis dominants de la scène électorale albanaise, le Parti démocratique du Premier ministre Sali Berisha et le Parti socialiste, sont en train d'organiser un véritable *hold-up électoral*. Dans l'indifférence totale d'une Europe qui, une fois de plus, a la mémoire bien courte et risque d'avoir à en payer le prix...

Il y a deux semaines, nous publions sur ce site une analyse des **réformes du code électoral** en cours depuis plusieurs mois et qui, d'après nous, affaiblissent la démocratie. Résumons-les à nouveau : il s'agit d'introduire un scrutin proportionnel régional (avec variation du seuil permettant l'élection d'un député d'une circonscription à l'autre), de « dépersonnaliser » le vote (on choisira un parti et non plus un candidat), d'obliger les partis à aligner au moins 140 candidats (70 dans le cadre d'une coalition) et de placer la « Commission électorale centrale » sous la responsabilité du ministère de l'Intérieur.

Certaines de ces réformes seraient déjà éminemment discutables dans de « vieilles » démocraties. Dans un pays nouvellement démocratisé, qui a connu des phases de grande violence, est en proie au clientélisme et à la corruption, et subit des conditions économiques et sociales difficiles, elles sont purement et simplement catastrophiques. En fait, il ne s'agit de rien de moins, écrivions-nous, que de la volonté des deux partis dominants d'évincer toute concurrence en éliminant les petits partis qui ne leur sont pas inféodés et de pouvoir ainsi se partager le pouvoir dans les années à venir.

Hélas, **la suite des évènements vient de nous donner raison. Il y a quelques jours, le PD et le PS se sont taillés une Commission électorale centrale sur mesure, s'adjugeant la majorité des sièges.** Ainsi, sur une commission qui compte sept membres, deux seront désignés par le PD et deux par le PS, deux seront proposés par les petits partis mais devront être approuvés par l'assemblée plénière (ce qui signifie que ces sièges seront réservés à des satellites des partis dominants) et le septième sera... choisi par consensus entre le PD et le PS.

L'une des conséquences premières de cette décision sera que la LSI (Mouvement socialiste pour l'intégration), une formation social-démocrate pro-européenne et, aujourd'hui, la principale force d'opposition indépendante, sera purement et simplement exclue de la Commission. Ce n'est pas indifférent quand on sait, de plus, que la LSI est dirigée par **Ilir Meta**, qui fut Premier ministre d'octobre 1999 à février 2002, puis ministre des Affaires étrangères et vice-Premier ministre et que tous les observateurs s'accordent à estimer que son mandat fut celui sous lequel le pays progressa le plus.

Deux remarques s'imposent. D'abord, **deux partis qui ne représentent pas, ensemble, la majorité des électeurs tentent de truster la vie politique locale. Ensuite, et c'est le plus grave, ces deux partis ont été mêlés, de**

près ou de loin, à tous les scandales de corruption qui ont émaillé la vie politique de ce petit pays, en particulier ces cinq dernières années. Certains de ces scandales ont eu des répercussions mondiales, comme une sombre affaire de trafic d'armes chinoises vers l'Afghanistan, dévoilée en mars dernier après un « accident » qui coûta la vie à plusieurs dizaines de personnes et en blessa près de 300 autres.

On se souviendra aussi que le principal maître d'œuvre de la réforme, le « démocrate » actuel Premier ministre **Sali Berisha**, un ancien hiérarque de l'Albanie communiste, **était président de la république lorsque qu'éclata, en mars 1997, le « scandale des pyramides », une gigantesque affaire de corruption (déjà !) qui ruina la population et précipita le pays dans le chaos et la guerre civile.** Environ **deux mille Albanais furent tués** en quelques semaines d'affrontements ; les Etats-Unis, l'Italie et l'Allemagne durent monter des opérations d'évacuations des ressortissants étrangers et la situation de l'Albanie fut durablement compromise.

Aujourd'hui, l'Europe semble vouloir laisser le même homme jouer, une fois de plus, les apprentis sorciers. Quel sera, cette fois, le prix à payer ?